

Monsieur Macron, votre société idéale n'est pas la nôtre !

Libération 17/2

Quel est le projet de société dessiné par la Loi Macron ? Une société où les enfants doivent rêver d'être milliardaire quand les travailleurs sont exploités et l'environnement dégradé.

Avec sa loi, le ministre de l'économie veut ramener la France au XIXe siècle. Si nous aimons lire Zola et Dickens, nous voulons aujourd'hui vivre pleinement dans une France du XXIe siècle, où chacun trouve sa place, où personne n'est oublié.

Vous avez peut-être vu passer des sondages qui prétendent que les Français soutiennent le projet de loi Macron. Que leur a-t-on dit de ce projet ? Il y a bien sûr quelques mesures d'intérêt général. Mais quelle est la forêt qui se cache derrière ces petits arbustes ? Quel est le projet de société dessiné par la Loi Macron ? Une société où les enfants doivent rêver d'être milliardaire quand les travailleurs sont exploités, l'environnement dégradé et dans laquelle le labeur de chacun ne bénéficie qu'aux grands trusts.

Bien sûr, ce projet n'est pas affiché. Il faut creuser sérieusement, et additionner toutes les mesurette de ce catalogue, pour voir toute la noirceur de l'avenir que nous façonne M. Macron.

Les articles 27 à 29 rabaissent les normes environnementales. Les conséquences sont connues : à chaque désastre écologique, l'Etat, donc chacun de nous, paiera de sa poche les dégâts. Le gouvernement en profite aussi, via un amendement, pour décider du projet de trente milliards d'euros d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure!

L'article 49 prévoit de récidiver, en matière de vente au privé, avec les aéroports de Nice et de Lyon et ainsi de brader un peu plus les infrastructures publiques que nous avons tous financées. S'il y a des acheteurs, c'est que c'est rentable. Si c'est rentable, pourquoi vendre ?

Les articles 71 à 82 créent le travail en soirée pour moins payer les salariés, et permettent aux commerces d'ouvrir le dimanche. Le dimanche, les Français n'auront pas plus d'argent à dépenser que les autres jours. Les seuls effets prévisibles sont la mort des petits commerces et un rythme de vie intenable pour les salariés qui travailleront. Qui gardera les enfants de ceux contraints d'accepter de travailler le dimanche ?

Comment vivront les associations et les clubs sportifs quand leurs membres seront dans les magasins pour travailler ? La loi prévoit que seuls les volontaires seront concernés. Les salariés, et notamment les femmes, ne sont pas en position de dire non à leur employeur, quand la menace du licenciement est aussi forte qu'aujourd'hui.

Le Président François Hollande est à nouveau en flagrant délit de mensonge. Il déclarait durant sa campagne : «Le combat de 2012, c'est de préserver le principe du repos dominical, c'est-à-dire de permettre aux travailleurs de consacrer un jour de leur semaine à leur famille, au sport, à la culture, à la liberté. Et j'y veillerai !»

Les articles 98 à 106 visent à faciliter les licenciements collectifs en affaiblissant la protection des salariés. Ils s'attaquent à l'Inspection du travail et aux prud'hommes et vident de leur sens les «Plans de sauvegarde de l'emploi».

Depuis la suppression de l'autorisation administrative des licenciements en 1986, aucun emploi n'a été créé par la facilitation des licenciements. Les progrès technologiques permettent de produire avec moins de travail humain. Nous devrions nous en réjouir et permettre à chacun de travailler moins, au lieu de pousser chaque jour des chômeurs à chercher des postes qui n'existent pas.

Toutes les prétendues solutions du ministre de l'économie ont déjà fait la preuve de leur échec. Nous nous opposons au projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques. Nous espérons que les Français ouvriront les yeux devant ses vrais enjeux.

La seule croissance que M. Macron nous promet, c'est celle du nombre de chômeurs.

La seule activité que M. Macron nous promet, c'est de nous épuiser la nuit et le week-end.

La seule égalité des chances économiques que M. Macron nous promet, c'est celle d'être soumis au monde de la finance.

Non vraiment Monsieur Macron, la société que vous préparez n'est pas la nôtre.

Signataires : Clémentine Autain (porte-parole d'Ensemble ! pour une alternative écologique et solidaire à gauche), Marie-George Buffet (députée, Parti communiste français), Jacqueline Fraysse (députée, groupe Gauche démocrate et républicaine), Caroline de Haas (Egaé, d'égal à égale), Anne Le Strat (co-porte-parole du mouvement Utopia), Corinne Morel-Darleux (coordinatrice des assises de l'écosocialisme, Parti de gauche), Michèle Rivasi (députée européenne, EELV)